

La mission

L'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA) est un organisme démocratique de la société civile qui rassemble les forces vives de l'éducation et de la formation des adultes au Québec depuis plus de 65 ans.

L'ICÉA est solidement arrimé aux préoccupations de ses membres et partenaires pour qui, apprendre tout au long de la vie, est une priorité de société et une clé pour le XXI^e siècle. Provenant de toutes les régions du Québec, des milieux communautaires, coopératifs, syndicaux ou des secteurs institutionnels et informels de l'éducation des adultes, ses membres sont parties prenantes de son action.

Sa mission consiste à valoriser, promouvoir et veiller à la mise en place des conditions essentielles à l'exercice du droit des adultes à l'éducation tout au long de la vie.

Cette mission se déploie en quatre sphères d'activité :

1. la recherche, la veille et l'analyse stratégique qui permettent de documenter l'évolution des phénomènes sociaux, d'alimenter la réflexion au sein de la société civile et de soutenir l'action des membres et des partenaires;
2. l'intervention dans le domaine public afin de sensibiliser les acteurs de la société civile, d'influencer les politiques publiques et de contribuer à la prise de décision gouvernementale;
3. la concertation des partenaires pour développer et renforcer des alliances stratégiques avec tous les acteurs de la société civile;
4. l'expérimentation et l'innovation qui permettent de produire des outils, des projets et des campagnes propres à soutenir l'action en éducation, à favoriser l'accessibilité et la participation des adultes à des activités de formation.

Comprendre, influencer, agir! Voilà ce qui résume bien la mission de l'ICÉA et sa philosophie d'intervention.



TABLE DES MATIÈRES

LA MISSION

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE DE L'ICÉA

LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ICÉA

1. LES FAITS SAILLANTS DE 2011-2012

2. LE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2011-2012

3. LE CALENDRIER DES ACTIVITÉS 2011-2012

4. L'ORGANISATION

5. LE RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

UN GRAND MERCI À NOS PARTENAIRES FINANCIERS

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE DE L'ICÉA



Chers membres,

Au nom du conseil d'administration et de toute l'équipe de travail, c'est avec une grande satisfaction que nous vous présentons, dans les pages qui suivent, le bilan des activités de la 66^e année d'existence de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA). Au terme de cet exercice, l'Institut présente des résultats positifs qui témoignent d'un redressement réel susceptible de le préparer à relever les défis que la conjoncture annonce.

S'il est un moment au cours de la dernière année qui fut majeur dans la poursuite de notre travail, on doit mentionner la tenue du Gala du 65^e anniversaire et des prix de l'ICÉA, peu de temps après l'assemblée générale annuelle de 2011. Ce fut un moment fort d'expression de solidarité dont l'Institut avait besoin. Non seulement cet appui s'est traduit en un soutien concret de la part de nos partenaires, mais il a aussi fait place à des témoignages chaleureux de membres qui considèrent essentiel le travail de l'ICÉA. Toute cette énergie nous a aidés à entreprendre une réflexion stratégique sur le travail de l'Institut et à prendre des décisions importantes pour renforcer sa capacité d'agir.

Tout au long de l'année, d'autres signaux ont confirmé ce renforcement du rôle joué par l'ICÉA, comme carrefour de la société civile en éducation et formation des adultes. Tout en maintenant une activité soutenue auprès du monde du travail et des entreprises, notamment avec une tournée de PME affiliées à la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), on enregistre une participation accrue de la participation du monde communautaire et du monde syndical, notamment au Comité des politiques en éducation des adultes (PÉA). Des réajustements importants ont aussi été apportés à l'organisation de la Semaine québécoise des adultes en formation, qui célébrait, en 2012, sa dixième année d'existence.

Beaucoup restent à faire. Nous envisageons toutefois la prochaine année avec plus d'assurance, d'autant plus que la conjoncture politique annonce des possibilités nouvelles dans les prochains mois. D'ores et déjà, on nous confirme qu'un renouvellement du plan d'action de la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue (PGEAFC) sera à l'ordre du jour. Par ailleurs, nous avons entrepris des démarches sur la scène internationale pour faire reconnaître la place centrale que l'ICÉA doit occuper dans l'organisation de la prochaine assemblée mondiale du Conseil international d'éducation des adultes. Néanmoins, nous n'avons pas attendu ces confirmations pour nous mettre au jeu en vue de relancer la mobilisation de la société civile pour l'apprentissage tout au long de la vie.

Je veux remercier chaleureusement notre conseil d'administration, notre équipe de travail, nos membres, nos partenaires de projets et nos partenaires financiers pour leur engagement envers l'ICÉA. C'est fort de cette énergie que nous entreprenons la nouvelle année.

A handwritten signature in cursive script that reads "Léa Cousineau".

Léa Cousineau

LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ICÉA



C'est à l'enseigne de la consolidation que nous avons réalisé l'exercice 2011-2012. Nous présentons, dans les pages qui suivent, une synthèse des activités qui, selon nous, démontrent que l'ICÉA a non seulement stabilisé sa situation financière, au point de présenter un surplus d'exercice, mais a également procédé à la mise en place d'un cadre politique plus fonctionnel pour les années à venir. Tout le bilan de l'année repose sur le redressement et la consolidation qui permettent aujourd'hui d'envisager des perspectives de travail dans un nouvel horizon et de rehausser nos objectifs afin d'atteindre les résultats auxquels nous aspirons.

Au cœur de cette consolidation, on retrouve une réflexion sur la mission et les objectifs de l'Institut qui nous conduit vers un meilleur équilibre entre les deux principales réalités qui façonnent le travail de l'ICÉA. La première est celle de sa fonction en tant qu'incubateur d'analyses et d'initiatives en vue de développer la mobilisation de la société civile. Quant à la deuxième, elle consiste à valoriser, auprès de la population, l'engagement des adultes dans des parcours de formation.

Malgré l'impact des difficultés financières sur notre travail, on peut considérer avoir réussi à maîtriser les conséquences néfastes que les difficultés de l'exercice précédent auraient pu avoir sur notre capacité d'initiative. Ainsi, nous pouvons envisager, pour la prochaine année, de proposer aux membres et aux partenaires un plan d'action d'envergure portant sur la mobilisation, et ce, dans une conjoncture politique qui offrent des occasions nouvelles à la promotion du droit à l'éducation tout au long de la vie.

Au cours de la prochaine année, l'ICÉA conviera ses différents réseaux membres à identifier les expériences et les pratiques des dix dernières années qui permettent de contribuer au développement d'une culture de formation tout au long de la vie au Québec. Nous croyons que l'heure n'est pas tant au bilan de la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue (PGEAFC), mais plutôt à la relance de la mobilisation en vue d'identifier des perspectives partagées par l'ensemble de la société civile pour la prochaine période. C'est pourquoi, vers la fin de l'exercice 2012-2013, nous voulons tenir un événement, dont le thème sera Rendez-vous pour un Québec apprenant. Nous voulons ainsi entreprendre la nouvelle année à l'enseigne de la mobilisation par des perspectives rassembleuses et structurantes.

En terminant, je veux m'associer à la présidente du conseil d'administration, Léa Cousineau, pour remercier les membres du conseil d'administration, l'équipe de travail et les partenaires sociaux et gouvernementaux pour leur appui renouvelé au travail de l'ICÉA.

A handwritten signature in black ink, which reads "Ronald Cameron". The signature is written in a cursive, flowing style.

Ronald Cameron

1. LES FAITS SAILLANTS 2011-2012

Notre vie associative

- Arrivée d'un nouveau directeur général;
- Redressement financier, réorganisation et consolidation;
- Élection d'un conseil d'administration complet lors de l'AGA 2011;
- Rencontres régulières des instances de l'ICÉA;
- Renforcement et élargissement du comité des politiques en éducation des adultes;
- Participation de plus de 350 personnes au Gala du 65^e anniversaire et des prix de l'ICÉA, le 16 novembre 2011, à la salle de bal du Marché Bonsecours.

Sur la scène internationale

Juin 2011 : Participation de l'ICÉA à la VIII^e Assemblée mondiale du Conseil international d'éducation des adultes (CIEA), à Malmö (Suède).

Sur la scène canadienne

- Recherche et présentation d'une analyse des politiques des provinces canadiennes et du gouvernement fédéral relatives au droit d'apprendre, en collaboration avec le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC), auparavant connu sous le nom de la Fédération canadienne d'alphabétisation en français;
- Participation de l'ICÉA à l'atelier sur l'éducation des adultes au Québec, lors du congrès de l'Association canadienne pour l'étude de l'éducation des adultes à l'Université de Waterloo;
- Participation au secteur Éducation de la Commission canadienne de l'UNESCO (CCU), ainsi qu'à son assemblée générale annuelle;
- Participation au suivi de CONFINTEA VI, par l'élaboration de commentaires, à la demande de la Commission canadienne de l'UNESCO, dans le cadre des travaux de la Conférence des ministres de l'Éducation du Canada sur le suivi du bilan de CONFINTÉA VI.



4

Sur la scène québécoise

- Mémoire de l'ICÉA lors de la consultation du Conseil supérieur de l'éducation portant sur l'obtention d'une première formation qualifiante chez les jeunes de moins de 20 ans;
- Participation de l'ICÉA aux instances de la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO), du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF), du Service aux collectivités de l'UQAM, du groupe de travail sur la formation continue de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT).

Nos projets

- Réalisation de la 10^e Semaine québécoise des adultes en formation;
- Actualisation du programme Nos compétences fortes;
- Campagne Accès-formation;
- Fin des travaux des Jeunes ambassadeurs du savoir.

2. LE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2011-2012

Les réalisations de l'ICÉA pour l'année 2011-2012 ont été guidées par les orientations du plan d'action adoptées par l'assemblée générale annuelle du 27 octobre 2011, mais aussi par les impératifs de l'actualité. Le bilan annuel que nous présentons couvre grosso modo la période du 1^{er} juin 2011 au 31 mai 2012. Or, lorsque nous avons préparé le présent rapport, l'année était bien engagée. Depuis juin 2012, plusieurs activités ont été réalisées. Il est possible qu'il déborde en aval de la période, particulièrement en ce qui a trait aux trois volets du plan d'action adopté l'an dernier à l'assemblée générale annuelle. Ces volets sont les suivants :

- poursuivre et consolider nos activités principales, notamment celle de la Semaine québécoise des adultes en formation;
- renforcer le rôle politique de l'ICÉA et valoriser son expertise;
- améliorer les relations avec les membres, la santé financière et la cohésion de l'équipe.

Le présent rapport annuel rend compte de ces trois volets. Nous y introduisons au passage les éléments nouveaux liés à la conjoncture.

VOLET 1. POURSUIVRE ET CONSOLIDER NOS ACTIVITÉS PRINCIPALES

Nous avons porté une attention particulière à la réalisation de la 10^e Semaine québécoise des adultes en formation, étant donné la place que cette activité occupe à l'ICÉA. Toutefois, au cours de l'exercice, les autres projets ont aussi été l'objet de préoccupations importantes. Nous soulignons les activités qui ont marqué l'année dans ces projets. Il s'agit, outre la Semaine, du chantier des Jeunes ambassadeurs du savoir et de Nos compétences fortes.

La 10^e Semaine québécoise des adultes en formation

La Semaine québécoise des adultes en formation, qui s'est tenue du 24 mars au 1^{er} avril 2012, fêtait ses 10 ans d'existence. À cette occasion, l'ICÉA et ses partenaires ont réalisé 831 activités, organisées partout au Québec. Trois thèmes principaux étaient au rendez-vous : la formation en milieu de travail, l'alphabétisation familiale et la formation à la citoyenneté.

Dans l'ensemble, l'organisation de la Semaine s'est renforcée, particulièrement par une meilleure préparation des rencontres de mobilisation et de bilan. On note aussi l'amorce d'une meilleure participation des partenaires nationaux, ainsi que l'accroissement de leur nombre. La synchronisation des relations entre l'équipe de travail, le collectif de la Semaine, les partenaires nationaux, le conseil d'administration et le comité interministériel s'est réalisée, notamment par la redéfinition du mandat et de la composition du Comité national de coordination de la Semaine, qui s'appelle maintenant Comité national de concertation de la Semaine (CNCS).

Le projet pilote Jeunes ambassadeurs du savoir

Le projet pilote Jeunes ambassadeurs du savoir (JAS) s'est terminé au mois d'août 2011, alors qu'une dernière cohorte poursuivait une formation. Au bout du compte, ce projet pilote a permis à quelque 34 jeunes, aux parcours scolaires atypiques, de participer à des activités de sensibilisation qui ont joint plus de 5 000 personnes dans sept régions du Québec. Le but du projet pilote est d'offrir à ces jeunes les moyens et la capacité de promouvoir l'importance de s'engager dans des activités de formation.

Intitulé Des résultats positifs, le bilan final a été remis au Secrétariat à la jeunesse en octobre 2011. L'idée d'utiliser le témoignage de pairs comme levier de motivation et de persévérance dans le parcours éducatif présente un intérêt certain. Au bilan, on constate que le projet pilote JAS a renforcé de jeunes adultes dans leur détermination à briser le piège de l'isolement et du découragement créés par un décrochage persistant.



Croyant donc à la nécessité d'un tel programme, nous avons tenté, au cours de l'année, d'intéresser un partenaire qui le reprendrait dans son ensemble, en lui assurant notre contribution sur le plan de la formation des jeunes. On a constaté que l'ICÉA n'était pas en mesure d'atteindre les exigences liées au recrutement, au suivi, à l'encadrement et à d'autres aspects ayant trait à l'organisation des activités.

Pourtant, ce programme fut un succès et a encore des retombées, puisque la plus connue des JAS, Catherine Jasmin, a été porte-parole de la persévérance scolaire de Réussite Montréal et a participé, comme bénévole ambassadrice, à la SQUAF 2012. Elle fut également retenue comme finaliste au concours Gens de cœur, à titre de bénévole de l'année de Radio-Canada. L'ICÉA est toujours sollicité de la part d'organisations qui s'impliquent auprès des jeunes, pour présenter des témoignages.

La démarche Nos compétences fortes

Lancée en 1995 par l'ICÉA, Nos compétences fortes (NCF) est une démarche d'animation qui s'appuie sur la notion de compétences génériques. Elle permet à des personnes peu ou pas à l'aise avec l'écrit de prendre conscience de leurs compétences acquises et transférables dans l'action. L'objectif général de cette démarche est de favoriser le renforcement des capacités et de faciliter l'intégration sociale et professionnelle.

La pertinence sociale de ce projet est indéniable. D'ailleurs, il a connu un réel succès depuis 1995. Plusieurs milliers de personnes ont suivi cette démarche unique de formation, ce qui leur a permis de prendre conscience, de façon positive, de leurs compétences acquises dans l'action. Plus de 750 mallettes ont été distribuées depuis le début et une quarantaine de sessions de formation pour les animatrices et animateurs ont été dispensées. Cet intérêt s'est étendu au-delà du territoire initialement prévu, puisque des demandes ont été reçues de groupes de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick, des provinces de l'Ouest canadien, de la France, de la Belgique, de la Suisse et de la Tunisie, notamment.



6

Afin d'en assurer la pérennité, le plan d'action 2011-2012 prévoyait que l'ICÉA poursuive le développement de cette démarche. Nous avons donc amorcé l'actualisation des outils dans la perspective que les adultes de tous âges et de toutes conditions puissent se reconnaître des compétences génériques et les valoriser dans le cadre d'ateliers portant sur les compétences fortes.

Pour ce faire, l'ICÉA a bonifié le nombre de compétences, élargi le référentiel, revu le plan d'animation des ateliers et imaginé de nouveaux outils d'aide à l'animation. Cet exercice touche à sa fin et une nouvelle édition des outils sera alors disponible. Des démarches de financement ont été entreprises et devront se poursuivre pour assurer leur production et leur diffusion au cours de la prochaine année.

Mentionnons que cette actualisation est attendue, puisque le nouveau référentiel de compétences génériques a déjà été utilisé comme outil de référence, dans le cadre de recherches menées sur les besoins de développement des compétences de la main-d'œuvre par la Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick et par l'équipe d'alphabétisation de la Nouvelle-Écosse.

VOLET 2. RENFORCER LE RÔLE POLITIQUE DE L'ICÉA ET VALORISER SON EXPERTISE

Malgré les incidences et les exigences de la situation financière héritée de l'exercice 2010-2011, l'Institut a réalisé bon nombre des mandats politiques et des interventions que l'assemblée générale avait définis dans le plan d'action adopté en 2011. Sans exagérer l'accroissement de la capacité d'agir de l'Institut, force est de reconnaître une progression de sa position, notamment auprès de ses membres, mais également auprès de différentes instances et organismes en éducation des adultes et en formation continue sur les scènes québécoise, canadienne et internationale.

1. SUR LA SCÈNE QUÉBÉCOISE

Les instances et les consultations gouvernementales et paragouvernementales

D'abord, mentionnons que des communications constantes avec les interlocuteurs gouvernementaux se sont maintenues tout au long de l'exercice, comme le prévoyait le plan d'action adopté en octobre 2011. Des rencontres ont eu lieu au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), tant au Cabinet avec le responsable de l'éducation des adultes qu'avec la Direction de l'éducation des adultes et de l'action communautaire.

Sans préjuger des décisions qui peuvent être prises, notamment en tenant compte de la nouvelle conjoncture, nous avons établi une marche à suivre pour présenter de nouveau, une demande de financement statutaire portant sur trois ans. La demande de financement statutaire pour la prochaine année est basée sur une perspective de travail de trois ans, ouvrant ainsi la possibilité d'une admission par le MELS de la pertinence d'un financement triennal.

Par ailleurs, la participation à différents comités et groupes de travail, gouvernementaux et paragouvernementaux, s'est aussi maintenue. Le nouveau directeur général a participé aux rencontres du Groupe de travail en formation continue de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), comme délégué de la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO). Il a, de plus, participé au comité sur la ville apprenante de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Montréal.

L'ICÉA a participé, avec la collaboration M. Victor Lapalme, membre du conseil d'administration, à une rencontre gouvernementale nationale sur l'adéquation Emploi-Formation, portant sur les solutions à mettre de l'avant pour améliorer l'accessibilité et la qualification de la main-d'œuvre en lien avec les besoins du marché du travail. À cette occasion, l'ICÉA a diffusé un document présentant des propositions liées à ses préoccupations.

Aussi, au chapitre des contributions de l'ICÉA, on doit mentionner la participation à la consultation du Conseil supérieur de l'éducation sur l'obtention d'une première formation qualifiante chez les jeunes de moins de 20 ans. Le mémoire présenté a suivi le parcours habituel du processus de consultation au sein de l'ICÉA, carrefour important en éducation des adultes et en formation continue.

Le processus peut être décrit ainsi : d'abord rédigé par les chargés de projet et portant sur les politiques d'éducation des adultes, le document fut soumis au comité PÉA, avant d'être transmis à différents organismes et personnes qui collaborent avec l'ICÉA. Les commentaires obtenus de cette consultation furent pris en compte pour une deuxième version soumise à nouveau au comité PÉA. À la suite de cette nouvelle discussion, une dernière version fut ensuite présentée au conseil d'administration pour adoption, en intégrant les commentaires exprimés par les membres du conseil. Le document final fut remis au Conseil supérieur de l'éducation dans les délais, soit à l'automne 2011.



L'ICÉA a également participé, le 7 février dernier, à la Journée de réflexion organisée par le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CCLP), dont le thème était : L'emploi pour lutter contre la pauvreté : les défis à relever. Cette journée a réuni quelque 150 personnes représentant divers secteurs de la société civile.

Les instances et les activités de différents organismes de la société civile

L'ICÉA a aussi assuré une participation continue aux instances de différents groupes et organismes liés à l'éducation et à la formation des adultes. Mentionnons le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF), le Service aux collectivités de l'UQAM, la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO) et, plus récemment, l'Institut de recherche pédagogique en enseignement (IRPE) de l'Université de Sherbrooke.

L'ICÉA a notamment participé à un panel d'experts organisé par le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF), dans le cadre d'un projet visant la création d'un espace documentaire sur les compétences essentielles (<http://competencesessentielles.ca/>). L'ICÉA a été invité en raison de son expertise liée aux compétences génériques, à leur reconnaissance et à leur valorisation.

Par ailleurs, on doit mentionner aussi la présence de membres de l'équipe de l'ICÉA à nombre d'activités de réflexion et de débat, à des assemblées générales d'organismes membres et non membres, comme à des travaux institutionnels. En voici quelques-unes :

- Assemblée générale de Relais-femmes;
- 40^e anniversaire du Centre de formation populaire;
- Participation au colloque du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), dont le thème était : Partir des gens pour changer le monde ! L'éducation populaire autonome pour élargir l'implication citoyenne dans la transformation sociale, du 18 au 20 avril 2012;
- Journée de réflexion sur la plate-forme de la CSN en éducation;
- Forum social éducation, à l'UQAM.



Les pratiques de formation dans les PME

L'ICÉA participe à un projet de recherche sur les pratiques de formation dans les PME. Le projet vise à repérer et à décrire des pratiques et des stratégies innovantes d'entreprise, qui contribuent à réduire les inégalités d'accès à la formation continue de la main-d'œuvre en emploi au Québec, en levant des obstacles à la participation à la formation. La recherche donnera lieu à la publication d'un recueil de pratiques de formation.

La participation à ce projet de recherche s'inscrit dans les travaux des dernières années portant sur la levée des obstacles à la participation à la formation, de même qu'à l'égalité d'accès à la formation continue en entreprise.

L'équipe de recherche est composée de M^{me} Claudie Solar, professeure titulaire, Psychopédagogie et andragogie, Université de Montréal; de M^{me} Nancy Lauzon, professeure agrégée, Gestion de l'éducation et de la formation, Université de Sherbrooke et de M. Jean-François Roussel, professeur agrégé, Gestion de l'éducation et de la formation, Université de Sherbrooke. M. Daniel Baril, chargé de projet aux politiques en éducation, représente l'Institut au sein de cette équipe de recherche.

La campagne Accès-formation

En 2011-2012, la campagne Accès-formation pour les adultes a principalement été orientée vers la problématique de la formation en milieu de travail. Une tournée régionale des PME du Québec, menée en collaboration avec la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) et avec le soutien financier

de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), a permis de faire découvrir les bases de l'ingénierie de la formation aux personnes responsables de plus de 200 milieux de travail.

Dans le cadre de ce projet, l'ICÉA a produit de nouveaux outils de transfert (fiches thématiques et fiches synthèses, cahier d'exercices, etc.). Ces outils s'ajoutent à la collection Trucs et outils pour favoriser l'apprentissage et la formation dans votre PME et contribuent à sa renommée.

Ces outils ont d'ailleurs été présentés au Groupe sur la formation et le développement de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés du Québec lors d'une rencontre tenue le 26 avril 2012. Ils témoignent d'une expertise recherchée par certains milieux de travail. Par exemple, à la demande d'une entreprise du secteur du meuble de Montréal, l'ICÉA participera, à l'automne 2012, à la rédaction d'une norme professionnelle.

Le Gala du 65^e et les Prix de l'ICÉA

L'année 2011 a été marquée par les 65 ans de vie active de l'ICÉA au Québec. Pour souligner cet événement, un gala a été organisé le 16 novembre 2011 au Marché Bonsecours, à Montréal. Environ 350 personnes y ont participé. Lors de cette soirée, l'ICÉA en a profité pour remettre ses prix 2011 aux personnes et organismes lauréats afin de souligner leur contribution et leur rendre hommage.

Voici les récipiendaires des prix :

- Le prix Émile-Ollivier a été octroyé à M. Paul Bélanger, ex-directeur de l'ICÉA et actuel directeur du Centre interdisciplinaire de recherche et de développement sur l'éducation permanente à l'UQAM, pour souligner l'engagement exceptionnel de cet acteur clé du développement en éducation des adultes;
- Le prix Bernard-Normand a été décerné à M^{me} Denise Béchard, de la Rive-Nord de Montréal, pour souligner le courage et la détermination d'un adulte ayant réussi son parcours éducatif;
- Le Grand Prix de l'initiative de formation – volet milieu communautaire a été décerné au Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP);
- Le Grand Prix de l'initiative de formation – volet milieu de travail a été remis ex æquo à la Ferme Saro de M. Rosaire Côté et au Conseil québécois des ressources humaines en culture de Montréal, en hommage au développement d'initiatives de formation ayant généré des retombées positives pour les travailleuses et travailleurs dans leur milieu respectif et dans la société en général.

Cet événement a, une fois de plus, contribué au rayonnement de l'ICÉA, comme en font foi la participation et les résultats financiers. Ce gala a permis d'obtenir un appui financier inégalé, notamment sous forme de commandites, attestant ainsi du capital de sympathie dont jouit l'Institut auprès de différentes institutions sociales.

Le gala des prix est ainsi devenu un moment propice pour célébrer le travail accompli. Une actualisation du document Repères pour une mémoire collective a été réalisée pour l'occasion.



Le comité des politiques en éducation des adultes

En plus du CNCS, l'ICÉA compte sur le travail d'un important comité créé par le conseil d'administration. Il s'agit du comité des politiques en éducation des adultes (PÉA). Ce comité s'est réuni à cinq reprises et a contribué à l'atteinte des mandats définis pour l'année 2011-2012 en poursuivant les chantiers engagés l'année précédente.

En tenant compte d'une conjoncture fluctuante, le comité a mis à jour le devis concernant la tenue d'un événement rassembleur, adopté en 2010. Les réflexions du comité ont donné lieu à la proposition de tenir le Rendez-vous pour un Québec apprenant. L'esquisse discutée au comité fut transmise aux instances, comité exécutif et conseil d'administration, processus qui a permis de définir un projet que nous souhaitons mettre en branle dès l'automne 2012.

Ce projet permet également de relancer sur de nouvelles bases le débat sur la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue, en situant la réflexion sur les enjeux des prochaines années. L'ICÉA a continuellement cherché à faire valoir l'importance de l'actualisation de cette politique et de son plan d'action. Rappelons que cette politique a été mise en place le 2 mai 2002, qu'elle entre maintenant dans sa 11^e année et que le plan d'action devait être renouvelé cinq ans après sa mise en place en 2002.

En 2011-2012, le comité PÉA a poursuivi son travail d'élaboration d'une démarche de suivi d'indicateurs du droit à l'éducation. À cet effet, les attentes ont été précisées et la problématique du projet, clarifiée. Plus particulièrement, le comité a décidé d'appuyer la démarche de suivi sur la définition du droit à l'éducation proposée par l'UNESCO (lors de CONFINTÉA IV, et reprise lors de CONFINTÉA V). Enfin, en appui au conseil d'administration, le comité a fait le bilan du Forum sur l'adéquation entre la formation et l'emploi, et a contribué à la définition des orientations proposées dans le mémoire de l'ICÉA sur la consultation du Conseil supérieur de l'éducation portant sur la qualification chez les moins de 20 ans.



2. SUR LA SCÈNE CANADIENNE

L'ICÉA a collaboré avec le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC), anciennement la Fédération canadienne d'alphabétisation en français, en rédigeant les résultats d'une analyse des politiques des provinces canadiennes et du gouvernement fédéral relatives au droit d'apprendre. Le contenu de cette analyse fut présenté au congrès annuel de la RESDAC en juin dernier.

La participation à l'atelier sur l'éducation des adultes au Québec, lors du congrès de l'Association canadienne pour l'étude de l'éducation des adultes, tenu à l'Université de Waterloo en mai dernier, a aussi été un événement important pour accroître la collaboration à l'échelle pancanadienne en lien avec des projets que nos organisations pourraient poursuivre en commun dans la prochaine période, notamment la préparation de l'assemblée mondiale du Conseil international.

L'ICÉA a également participé au secteur Éducation de la Commission canadienne de l'UNESCO (CCU), ainsi qu'à son assemblée générale annuelle, en mai 2012. Sa contribution s'est réalisée, entre autres, dans le cadre du suivi de la déclaration de la Conférence internationale en éducation des adultes (CONFINTEA VI) et de la Semaine internationale des adultes apprenants. Cette assemblée générale annuelle fut l'occasion pour l'ICÉA de participer, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ainsi qu'avec le ministère des Relations internationales, au rayonnement des actions prises par la société civile et le gouvernement du Québec en éducation des adultes, particulièrement par le biais de la Semaine québécoise des adultes en formation.

Mentionnons que, dans le cadre des travaux de la Conférence des ministres de l'Éducation du Canada sur le suivi du bilan de CONFINTÉA VI, la CCU a invité des organisations de la société civile à lui transmettre des commentaires. Nous nous sommes inscrits dans ce chantier, même si les prérogatives de la CCU ne portaient pas sur le contenu de la déclaration, mais sur des données concernant le développement du cadre convenu à Bélem lors de CONFINTÉA VI.

Nous avons donc, par la suite, transmis nos commentaires aux personnes responsables des relations internationales du MELs et avons aussi clarifié notre relation avec les personnes concernées de la CCU et du MELs.

3. SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

L'assemblée mondiale du Conseil international d'éducation des adultes (CIEA)

L'ICÉA a participé à la VIII^e Assemblée mondiale du Conseil international d'éducation des adultes (CIEA), en juin 2011, à Malmö (Suède). Créé en 1973, le CIEA est un réseau international d'organisations non gouvernementales (ONG) régionales et nationales, ainsi que de réseaux sectoriels, provenant de plus de 75 pays. Il a pour mission de faire la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie, comme moyen permettant aux individus de contribuer de manière créative à leur communauté et de vivre dans des sociétés indépendantes et démocratiques.

Lors de la conférence de juin 2011, 700 personnes représentant toutes les régions du monde ont partagé leurs préoccupations et leurs espoirs. L'ICÉA était représenté par M^{me} Léa Cousineau, présidente du conseil d'administration, et M. Daniel Baril, chargé de projet aux politiques en éducation des adultes. De plus, trois autres membres du conseil d'administration de l'ICÉA étaient présents au nom de leur organisation respective : M. Robert Martin, du Mouvement québécois des adultes en formation; M^{me} Louise Montgrain, du Pavillon d'éducation communautaire d'Hochelaga-Maisonneuve et M. Jean-Pierre Simoneau, du cégep Marie-Victorin. Parmi les autres participants, également membres de l'ICÉA, on retrouvait M. Paul Bélanger, président sortant du CIÉA, MM. Claude Salvat et Denis Sylvain, pour la Fédération des associations étudiantes universitaires en éducation permanente.

L'assemblée mondiale de 2011 a été l'occasion d'une importante décision pour l'ICÉA, car elle a voté la tenue de son prochain rendez-vous au Québec.



VOLET 3. AMÉLIORER LES RELATIONS AVEC LES MEMBRES, LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA COHÉSION D'ÉQUIPE

Les membres et les partenaires

L'amélioration des relations avec les membres et les partenaires se conjugue aussi avec le renforcement de la position de l'ICÉA et de son rayonnement. Nous reprenons ici les éléments propres à la dynamique organisationnelle de nos relations avec eux.

L'accroissement des communications avec les membres s'est notamment traduit par :

- l'ouverture du chantier de renouvellement du site Web;
- l'accroissement de l'influence dans les réseaux sociaux;
- l'augmentation du nombre de bulletins de liaison de l'Institut, pour mettre en lumière les contributions majeures de l'ICÉA et les activités de la Semaine québécoise des adultes en formation (SQAF).

Mentionnons, à ce propos, que trois numéros du bulletin de l'Institut auront été publiés au cours d'une période de douze mois, et ce, depuis l'assemblée générale annuelle de l'ICÉA d'octobre 2011, comparativement à un seul numéro l'année précédente.

La participation accrue des membres aux structures et aux activités de l'organisation s'est spécialement traduite par l'élection, au cours du mandat, d'un conseil d'administration dont tous les postes ont été comblés pour la première fois depuis des années. On trouvera, en annexe, la liste complète des membres du conseil d'administration pour l'année 2011-2012.

Parmi les signes de reconnaissance du travail de l'ICÉA, mentionnons la candidature de M^{me} Catherine Jasmin, finaliste au concours Gens de cœur, de Radio-Canada, visant à promouvoir et à célébrer le parcours singulier d'une personne bénévole. L'ICÉA a travaillé à solliciter largement l'appui de la population pour soutenir sa candidature.

Même si Catherine n'a pas été récipiendaire du grand prix, la campagne a certainement contribué à renforcer nos liens avec les membres et contacts, notamment par des interventions dans les médias sociaux, une première pour l'ICÉA. Nous voulons saisir l'occasion de ce rapport pour la remercier de sa générosité et sa disponibilité pour la cause de l'éducation des adultes et de la formation continue.

Le renforcement des relations avec les membres s'est aussi traduit par l'accroissement de la participation de personnes provenant d'organismes clés du monde communautaire et du monde de l'éducation, particulièrement au sein du comité PÉA. En effet, nous y avons intégré et renouvelé la participation des chercheuses et chercheurs ou des personnes œuvrant en formation continue. Elles proviennent de la Coalition des organismes communautaires autonomes de formation (COCAF), de la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre COCDMO, du Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF), de la Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ), de l'organisme d'économie sociale Percolab et de la Fédération des cégeps. On trouvera, en annexe, la liste complète des membres du comité PÉA.

La présence de ces organisations résulte d'une série de rencontres avec les organismes concernés, ainsi qu'avec plusieurs autres organisations des mêmes milieux, dans la perspective de renforcer la position et la crédibilité de l'ICÉA. La participation accrue des membres aux activités s'est évidemment traduite par le succès du Gala du 65^e anniversaire et des prix de l'ICÉA, abordé précédemment.

Au cours de l'exercice, nous avons également cherché à développer des partenariats et des projets conformément aux orientations adoptées par le plan d'action 2011-2012. Nous avons présenté des projets avec l'appui de Relais-Femmes et du Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF). Il n'a pas été permis de trouver du financement pour ces projets, notamment à cause des résultats financiers de l'exercice précédent. Afin de sonder l'intérêt de nos membres et alliés pour développer de nouveaux projets en partenariat, d'autres discussions ont eu cours. Différentes collaborations se poursuivent sur des projets susceptibles de connaître des résultats plus positifs dans le prochain exercice.



La stabilisation de la situation financière

La motivation qui animait la préparation des orientations 2011-2012 du travail de l'ICÉA était basée sur la conviction que « tout doit être mis en œuvre » (ICÉA 2011, Plan d'action 2011-2012) pour éviter que les difficultés reliées au déficit n'handicapent la capacité de travail de l'Institut. Malgré les difficultés que nous avons rencontrées, le présent rapport démontre que nous avons été en mesure d'atteindre cet objectif tout en rétablissant la santé financière de l'Institut. Nous revenons ici sur les différentes interventions en vue de stabiliser la situation financière.

Dès le début de l'exercice, nous avons collaboré avec MCE Conseils pour réaliser les deux phases du plan de redressement. À chacune d'elles, MCE Conseils a formulé des recommandations auxquelles le conseil d'administration a donné suite. En plus d'une projection financière sur cinq ans qui visait à démontrer la viabilité de l'Institut, MCE Conseils a présenté des recommandations pour améliorer le contrôle et le suivi financiers. Le conseil d'administration y a donné suite de la manière suivante :

- en mettant en place des conditions pour réaliser les objectifs de qualité poursuivis par les recommandations concernant la fonction comptable, et en implantant sur une base mensuelle et au bénéfice des institutions financières et du conseil d'administration, un tableau de bord d'indicateurs financiers;
- en mandatant la direction générale de prévoir des discussions avec l'équipe de travail sur la gestion participative;
- en demandant au comité exécutif de vérifier le processus de dotation pour les postes clés de la direction, en s'inspirant de recommandations définies par MCE Conseils.

Ainsi, un suivi serré des dépenses fut mis en place et des rapports systématiques ont été faits auprès des instances politiques de l'Institut (comité exécutif et conseil d'administration), ainsi qu'auprès des instances de gestion participative (collectif de travail et comité des relations de travail). Un processus collectif de validation des dépenses a été mis en place et un état des résultats a été présenté à chacune des réunions du conseil d'administration. Le dernier outil comptable à cet effet, le tableau de bord, sera finalisé dans le prochain exercice financier.

Tout ce travail interne de consolidation et de redressement s'est poursuivi en parallèle aux importantes discussions amorcées au cours de l'été 2011, en vue de définir les conditions d'un financement à long terme en provenance de quatre institutions. Ce financement doit permettre à l'Institut de faire face aux incidences du déficit de 2010-2011 et aux fluctuations des liquidités de la trésorerie, tributaires du calendrier de versement des subventions.

Les quatre institutions prêteuses sont : Filaction, Investissement Québec (IQ), la Caisse d'économie solidaire Desjardins et le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ). Toutes les ententes ont été conclues au cours de l'été 2012. L'ICÉA bénéficie maintenant d'un solide appui structurel financier.

La consolidation de l'équipe de travail

Des réunions de toute l'équipe de travail, des instances de gestion participative, y compris les instances et comités prévus à la convention collective, se sont tenues sur une base régulière. Le collectif de la SQAF s'est aussi réuni fréquemment pour répondre aux exigences du travail liées à la tenue de la Semaine. De plus, pour chacune des interventions de MCE Conseils auprès des instances politiques de l'ICÉA, des réunions du comité paritaire ont eu cours.

Depuis mars 2012, des rencontres sur le renouvellement de la convention collective ont également eu lieu. Une entente a été conclue lors de la rentrée de septembre dernier, et ce, à la satisfaction des parties et dans le respect du cadre de redressement financier. Cette convention témoigne d'une volonté partagée d'aider l'ICÉA à relever ses défis dans la prochaine période. Le comité paritaire sur la rémunération s'est aussi réuni en vue de soutenir la conclusion des articles pour le renouvellement de la convention collective. Des rencontres sont également prévues au cours de la période couverte par la nouvelle convention collective au bénéfice du suivi sur le plan de la rémunération.

Malgré tout ce travail de redressement au cours de l'exercice 2011-2012, qui a permis de dégager un surplus, et compte tenu des exigences de remboursement du financement à long terme, il est apparu nécessaire de revoir la projection financière pour tenir compte des nouvelles exigences liées aux déboursés pour les sept prochaines années. La préparation du budget 2012-2013 a initié une nouvelle réflexion sur les moyens et les façons de travailler. Nous avons donc mis en place une nouvelle phase de réorganisation qui a conduit à la suppression de deux postes supplémentaires, parallèlement aux discussions sur le renouvellement de la convention collective et la gestion participative. Dans le respect des droits des personnes salariées, des ententes ont aussi été conclues avec les personnes touchées.

3. LE CALENDRIER DES ACTIVITÉS

N.B. Ce calendrier ne comprend pas les activités associées à la SQA.F.

- Juin 2011**
- 8 juin : participation d'Hervé Dignard à la conférence « La mutuelle de formation territoriale : Forma Plus »;
 - 13 et 14 juin : participation de Victor Lapalme à la rencontre nationale des partenaires sur l'adéquation Formation-Emploi, initiée conjointement par le MELS et le MESS;
 - 14 au 17 juin : participation de Léa Cousineau et Daniel Baril à la VIII^e Assemblée mondiale du Conseil international d'éducation des adultes (CIEA), à Malmö, en Suède.

- Août**
- Fin de l'intérim de Nicole Boily à la direction générale et entrée en fonction de Ronald Cameron.

- Septembre**
- Participation de Ronald Cameron et Emmanuelle Béguineau à la rencontre pancanadienne sur la Semaine des adultes en formation de la Commission canadienne de l'UNESCO.

- Octobre**
- 18 octobre : participation d'Hervé Dignard à la conférence « La formation et le développement des compétences dans les PME montréalaise : résultats d'une enquête de l'OCDE »;
 - 26 octobre : assemblée générale annuelle de l'ICÉA.

- Novembre**
- 16 novembre : Gala du 65^e anniversaire et des Prix de l'ICÉA.

- Décembre**
- 2 décembre : participation de Ronald Cameron et Jean-Marie Ladouceur aux célébrations du 40^e anniversaire du Centre de formation populaire. Conférence de Majo Hansotte : « Éducation populaire et transformation sociale »;
 - 8 décembre : participation d'Hervé Dignard à la conférence « L'immigration et la mobilisation des talents ».



- Janvier 2012**
- 26 janvier : participation de Jean-Marie Ladouceur à la Journée de réflexion sur la plateforme de la CSN en éducation.
- Février**
- 7 février : participation de Ronald Cameron à la Journée de réflexion « L'emploi pour lutter contre la pauvreté : les défis à relever » du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CCLP) ;
 - 22 février : participation de Ronald Cameron au Rendez-vous CSQ de l'éducation 2012 : « Quelle éducation voulons-nous pour le Québec ? ».
- Mars**
- 16 mars : participation de Jean-Marie Ladouceur au Forum social local « L'éducation, un choix de société », de l'UQAM;
 - 23 mars : participation de Léa Cousineau et Ronald Cameron à la soirée bénéfice de Quebec Association for Lifelong Learner (QALL).
- Avril**
- 19 avril : participation de Ronald Cameron et Jean-Marie Ladouceur au colloque du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec « Partir des gens pour changer le monde ».
- Mai**
- 10, 11 et 12 mai : participation de Ronald Cameron à l'assemblée générale de la Commission canadienne de l'UNESCO;
 - 24 et 25 mai : participation de Ronald Cameron et Daniel Baril au colloque international de l'Observatoire Compétences-Emplois sur la formation continue et le développement des compétences : « Du présentiel à l'expérientiel : Vers de nouvelles façons de développer les compétences tout au long de la vie »;
 - 27 et 28 mai : participation de Ronald Cameron au colloque de l'Association canadienne pour l'étude de l'éducation des adultes, à Waterloo, en Ontario;
 - 31 mai : participation de Ronald Cameron au congrès de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ).



4. L'ORGANISATION

Le comité exécutif et le conseil d'administration

• Le comité exécutif

Présidente : Léa Cousineau, membre individuelle
Vice-président : Christian Pelletier, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)
Trésorière : Nicole Boily, membre individuelle
Secrétaire : Chantal Dubeau, Commission de la construction du Québec (CCQ)
Conseiller : Claude Bégin, Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Conseillère : Isabelle-Line Hurtubise, Fédération des commissions scolaires du Québec

• Les autres administratrices et administrateurs

Sima Brockstein, *Quebec Association of Lifelong Learning (QALL), membre non votante*
Michèle Bruneau, membre individuelle
Richard Charrette, Commission scolaire de Montréal
Esther Désilets, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
Nadia Duguay, EXEKO
Paula Duguay, Maman va à l'école
Mychèle Fortin, Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal
Pierre Jobin, Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
Victor Lapalme, membre individuel et président sortant
Robert Martin, Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF)
Louise Montgrain, Inter-CEP, l'Alliance des centres d'éducation populaire
Hélène Simard, Conseil régional FTQ Montréal métropolitain
Jean-Pierre Simoneau, Cégep Marie-Victorin
Claudie Solar, Université de Montréal
Jean Trudelle, Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ - CSN)
Jean-Marie Ladouceur et Christiane Allaire, représentants syndicaux



Le comité des politiques en éducation des adultes

Présidence :

Claudie Solar, Université de Montréal

Membres :

Luc Allaire, Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
Claude Champagne, Coalition des organismes communautaires autonomes de formation (COCAF) et Centre Saint-Pierre
Isabelle Coulombe, Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ)
Johanne Duranceau, Commission scolaire Marie-Victorin et Association québécoise des intervenantes et intervenants en formation générale des adultes (AQIFGA)
Benjamin Fischer, Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO)
Claude Garon, Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF)
Chantal Hains, Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)
Luc Martin, membre individuel de l'ICÉA
Caroline Meunier, Regroupement de groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)
Yves Otis, Percolab

Mandat : Le comité des politiques en éducation des adultes soutient le conseil d'administration et l'assemblée générale dans la réflexion, la constitution de dossiers thématiques et l'élaboration de positions officielles. Le comité réunit des membres de l'ICÉA, et sa composition reflète la diversité des membres de l'Institut et les principaux courants d'idées qui marquent l'éducation et la formation des adultes.

Le comité national de concertation de la SQAF (CNCS)

Présidence :

Michèle Bruneau, membre individuelle et représentante du conseil d'administration de l'ICÉA

Membres :

Michel Cloutier, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (Reconnaissance des acquis),
Cégep de Drummondville

Margot Désilets, membre individuelle et représentante du comité exécutif
Geneviève Dionne, Réseau des professionnels de la formation du Québec
Rosalie Perreault, Centre de ressources éducatives et pédagogiques de la Commission scolaire de
Montréal (CREP-CSDM)

Josée Forest, représentante des tables régionales de coordination, région du Bas-Saint-Laurent
Coalition des organismes communautaires en développement de la main-d'œuvre

Christine Guillemette, Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF)

Catherine Jasmin, représentante des tables régionales de coordination, région des Laurentides

Julie Lachapelle, représentante des tables régionales de coordination,
Murielle Morin, région du Saguenay-Lac-Saint-Jean
Cégep Marie-Victorin, représentant du conseil d'administration de l'ICÉA

Jean-Pierre Simoneau, Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF)

Andrée Trisha,

Mandat : Il joue un rôle primordial de vigilance et de recommandation au conseil d'administration de l'ICÉA. Comme carrefour des différents partenaires et parties prenantes de l'éducation et de la formation aux adultes, il a un double mandat :

- celui de constituer un lieu de concertation afin de faciliter l'harmonisation entre les différentes parties intéressées par cette campagne, en ce qui a trait au travail d'organisation et à la réalisation de la Semaine;
- et celui d'être un relais auprès de leurs réseaux sectoriels respectifs mais aussi auprès des tables régionales.

De ce point de vue, il a une responsabilité importante quant à la mise en œuvre des orientations stratégiques de chaque Semaine dont leur élaboration est d'abord le fruit de la collaboration entre l'ICÉA et les partenaires gouvernementaux.

(Extrait de la recommandation adoptée par le conseil d'administration du 6 mars 2012)

Le comité d'experts Nos compétences fortes (non statutaire)

Membres : Martin Frappier, Jean-Guy Laguë, Nicole Maroux, Magali Robitaille

Consultantes externes : Rachel Bélisle, Carole Doré, Françoise Lefebvre

Mandat : Conseiller l'ICÉA dans l'élaboration d'une nouvelle version de Nos compétences fortes et contribuer à la mobilisation des expertises en compétences génériques.

L'équipe de l'ICÉA

Direction générale

Nicole Boily, directrice générale par intérim (jusqu'à la fin juillet 2012)

Ronald Cameron, directeur général (à compter du 1^{er} août 2012)

Diane Dupuis, directrice générale adjointe

Coordination SQAF

Emmanuelle Béguineau

Équipe de travail

- Adjointe à la direction
Caroline Dessouroux (à compter du 8 février 2012)
- Adjointes administratives
Lise Arguin (jusqu'en février 2012)
Christine Isabelle
Guylaine Morin
Clémentina Santos, agente de bureau jusqu'en juillet 2011
- Chargé-es de projet
Christiane Allaire
Daniel Baril
Hervé Dignard
Isabelle Gagnon
Jean-Marie Ladouceur
Marie-Claude Séguin



Les membres de l'ICÉA

Organismes socioéconomiques œuvrant dans les milieux coopératifs, syndicaux et patronaux

Alliance des professeures et professeurs de Montréal (FAE)
Caisse d'économie solidaire Desjardins
Caisse d'économie Desjardins de l'Éducation
Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
Collectif des entreprises d'insertion du Québec
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMOÉSAC)
Commission de la construction du Québec (CCQ)
Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Conseil central des Laurentides (CSN)
Conseil central du Montréal métropolitain (CSN)
Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (CRMM)
Fédération autonome de l'enseignement (FAE)
Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ)
Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE - CSQ)
Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE - CSQ)
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)
Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ - CSN)
Fonds de solidarité de la FTQ - Fondation de la formation économique
Percolab
Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
Syndicat de l'enseignement de l'Ouest de Montréal (SEOM)
Syndicat de l'enseignement de la région de Laval (FAE)
Syndicat de l'enseignement des Vieilles-Forges
Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal
Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski (SCCCUQAR)
Syndicat des enseignantes et enseignants du cégep Lionel-Groulx
Syndicat des enseignantes et enseignants du Cégep Saint-Félicien
Syndicat des enseignantes et enseignants du Collège Shawinigan
Syndicat des enseignants et enseignantes du Cégep Montmorency
Syndicat des professeur-e-s du Cégep du Vieux Montréal
Syndicat des professeures et professeurs du Cégep Édouard-Montpetit
Syndicat des professeurs du Cégep Saint-Laurent
Syndicat des professeurs du Cégep Marie-Victorin (SPCMV)
Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)
Syndicat du personnel enseignant du cégep de Sherbrooke (CSN)
Syndicat du Personnel enseignant du Collège Ahuntsic
Union des producteurs agricoles (UPA)

Institutions d'enseignement et organismes apparentés

Association canadienne d'éducation des adultes des universités de langue française (ACDEAULF)
Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ)
Cégep Marie-Victorin
Cégep@distance
Centre Saint-Louis
Collège Ahuntsic
Collège de Maisonneuve
Collège de Rosemont
Collège Mathieu
Service fransaskois de formation aux adultes
Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles
Commission scolaire de Montréal
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries - Service de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle
Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
Commission scolaire Marie-Victorin
Compétences Montréal
Fédération des cégeps
Fédération des commissions scolaires du Québec
Lester B. Pearson School Board
Université de Montréal
Université de Sherbrooke - Faculté de l'éducation
Université du Québec à Montréal – Service de formation continue
Université du Québec à Montréal -- Service aux collectivités
Université Laval – Direction générale de la formation continue

Organisations communautaires, associatives et regroupements apparentés

Action main-d'œuvre
Association des cadres scolaires du Québec
Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté d'éducation permanente (AGEEFEP)
Association générale des étudiantes et étudiants hors campus de l'Université du Québec à Trois-Rivières (A.G.E.H.C.U.Q.T.R.)
Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées
Association québécoise de pédagogie collégiale (AQPC)
Association québécoise des intervenants en formation générale des adultes (AQIFGA)
Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles
Carrefour jeunesse-emploi de Desjardins
Centre d'action bénévole de Montréal, Volunteer Bureau of Montreal (CABM)
Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire
Centre d'alphabétisation N A Rive de Montréal
Centre d'alphabétisation, d'éducation et de formation pour adultes La Route du Savoir
Centre d'apprentissage Clé
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF)
Centre de formation populaire

Centre d'éducation de base de l'Outaouais
 Centre des lettres et des mots (CLEM)
 Centre d'orientation et de formation pour femmes en recherche d'emploi (COFFRE)
 Centre Saint-Pierre de Montréal
 Cercles de fermières du Québec (Les)
 Coalition des organismes communautaires autonomes de formation
 Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO)
 Coalition ontarienne de formation des adultes
 Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal
 Collège Frontière
 Comité d'adaptation de la main-d'œuvre pour personnes handicapées
 Comité d'adaptation de la main-d'œuvre pour personnes immigrantes (CAMO-PI)
 Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri
 Communautaire
 Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail du Québec
 Corporation de développement de l'Est (CDEST)
 Corporation de développement économique communautaire Rosemont-Petite-Patrie (CDEC)
 Dynamo - Ressource en mobilisation des collectivités (Centre 1, 2, 3 GO!)
 École entreprise Formétal
 Écomusée du fier monde
 EXEKO
 Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP)
 Fondation pour l'alphabétisation
 FormaPlus
 Formation Clef Mitis-Neigette
 Formation de base pour le développement de la main-d'œuvre
 Institut de développement communautaire Université Concordia
 Inter-CEP, l'Alliance des centres d'éducation populaire
 La Cité des Mots
 La Clé en éducation populaire de Maskinongé
 La Maison d'animation populaire de Sorel
 La maison d'Haïti
 La Puce ressource informatique
 La Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal
 Le Boulot Vers
 Le plaisir des mots
 Le Pouvoir des mots - Gaspé Inc.
 Les Ateliers d'éducation populaire du Plateau
 Literacy Volunteers of Quebec (LLC-Q/LVQ)
 Maman va à l'école
 Mouvement québécois des adultes en formation
 Option Nouvelle
 Paroles de femmes
 Y des femmes de Montréal
 Quebec Association for Lifelong Learning
 Association québécoise pour l'apprentissage continu
 Regroupement de Bouches à Oreilles
 Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)

Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RÉSO)
 Relais-femmes
 Renaissance Montréal
 Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences
 Service de développement d'employabilité de la Montérégie
 Service d'orientation et de recherche d'emploi pour l'intégration des femmes au marché du travail (SORIF)
 Service Intégration Travail Outaouais
 Société de formation et d'éducation continue
 Université des temps libres - Mission Santa Cruz
 Virage Carrefour Jeunesse-emploi
 Comtés Iberville / Saint-Jean
 Wapikoni mobile

Membres individuels

Johanne Barrette	Jean-Claude Leclerc
Colette Bernier	Michel Leduc
Robert Billard	Catherine Marcoux
Michel Blondin	Luc Martin
Nicole Boily	Teresa McGuire
Sam Boskey	Jean-François Meilleur
Michèle Bruneau	Guylaine Michaud
Ronald Cameron	David Moisan
Daniel Campeau	Michel Nolin
Léa Cousineau	Pierre Pagé
Francine D'ortun	Pierre Paquet
Marielle Demers	John Poliquin
Margot Désilets	Gilles Rioux
Pierre Doray	Hélène Roberge
Madeleine Ferland	Marie (Mary-Ann) Roy
Caroline Fortin-Beaudry	Céline Saint-Pierre
Marc-André Gagnon	Claudie Solar
Jean-Marc Gareau	Geneviève Talbot
Marius Gauthier	Lina Trudel
Réginald Grégoire	Jocelyne Valois
Diane Laberge	Charline Vautour
Henri Laberge	Arlindo Vieira
Ginette Labonté	Léo Vigneault
Jean-Guy Laguë	Brigitte Voyer
Victor Lapalme	Charles Widmer
	Maaïke Zuyderhoff

5. Rapport des vérificateurs

Aux membres du conseil d'administration de **INSTITUT DE COOPÉRATION POUR L'ÉDUCATION DES ADULTES (ICÉA)**

Le bilan condensé ainsi que les états condensés des résultats et de l'évolution des actifs nets ont été établis à partir des états financiers complets de l'INSTITUT DE COOPÉRATION POUR L'ÉDUCATION DES ADULTES (ICÉA) au 31 mai 2012 et pour l'exercice clos à cette date à l'égard desquels nous avons exprimé une opinion sans réserve dans notre rapport daté du 11 septembre 2012.

Responsabilité de la direction pour les états financiers condensés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers condensés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers condensés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers condensés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnus du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers condedensés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers condensés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers condensés comportent des anomalies significatives résultant de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers condensés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers condensés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Opinion

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe «Fondement de l'opinion avec réserve» les états financiers condendés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'INSTITUT DE COOPÉRATION POUR L'ÉDUCATION DES ADULTES (ICÉA) au 31 mai 2012, ainsi que de ses résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Stéphanie Gauthier Beaulieu Brisson s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés

Laval, le 11 septembre 2012

¹ Par Hugues Brisson, CPA auditeur, CA

INSTITUT DE COOPÉRATION POUR L'ÉDUCATION DES ADULTES (ICÉA)
 BILAN CONDENSÉ AU 31 MAI 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
	\$	\$
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	-	16 771
Débiteurs	48 811	68 217
Frais payés d'avance	23 661	23 661
	<u>72 472</u>	<u>108 649</u>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	<u>12 221</u>	<u>15 184</u>
	<u><u>84 693</u></u>	<u><u>123 833</u></u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Découvert bancaire	15 123	-
Emprunt bancaire	60 000	150 000
Créditeurs	113 695	200 483
Apports reportés	34 172	26 933
	<u>222 990</u>	<u>377 416</u>
DETTE À LONG TERME	<u>40 000</u>	<u>40 000</u>
	<u><u>262 990</u></u>	<u><u>417 416</u></u>
ACTIFS NETS		
Investis en immobilisations corporelles	12 221	15 184
Affectés au perfectionnement	31 234	22 103
Non affectés	(221 752)	(330 870)
	<u>(178 297)</u>	<u>(293 583)</u>
	<u><u>84 693</u></u>	<u><u>123 833</u></u>

INSTITUT DE COOPÉRATION POUR L'ÉDUCATION DES ADULTES (ICÉA)
RÉSULTATS CONDENSÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2012

	<u>2012</u> <u>Total</u> \$	<u>2011</u> <u>Total</u> \$
PRODUITS		
Revenus statutaires	415 394	437 035
Opérations	154 364	55 616
Projets	899 671	899 605
	<u>1 469 429</u>	<u>1 392 256</u>
CHARGES		
Salaires et charges sociales	780 841	1 132 792
Administration	205 880	217 006
Opérations	367 422	378 104
	<u>1 354 143</u>	<u>1 727 902</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u><u>115 286</u></u>	<u><u>(335 646)</u></u>

**ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS (DÉFICIT) CONDENSÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ
LE 31 MAI 2012**

	<u>2012</u>			<u>2011</u>
	<u>Investis en immobi- lisations</u> \$	<u>Affectés au perfection- nement</u> \$	<u>Non affectés</u> \$	<u>Total</u> \$
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	15 184	22 103	(330 870)	(293 583)
Excédent (insuffisance) des produits les charges	(4 893)	(2 590)	122 769	115 286
Investissements en immobilisations	1 930	-	(1 930)	-
Affectation d'origine interne	-	11 721	(11 721)	-
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u><u>12 221</u></u>	<u><u>31 234</u></u>	<u><u>(221 752)</u></u>	<u><u>(178 297)</u></u>
			<u><u>(293 583)</u></u>	